

**DISCOURS A L'OCCASION DU SOMMET EXTRAORDINAIRE DE  
LA CEDEAO SUR LA SITUATION SECURITAIRE AU NIGER**

***Abuja, 11 août 2023***

1. Je rends grâce à Dieu Tout-Puissant qui a permis que cette rencontre se tienne pour redonner une chance aux moyens pacifiques et diplomatiques face à la crise politique que traverse le Niger, et notre continent au sens large.
2. Avant tout propos, que Son Excellence Bola Ahmed TINUBU puisse trouver, à travers ces mots, l'expression de ma gratitude envers lui, le Gouvernement et le Peuple Nigérian pour l'accueil chaleureux qui nous a été réservé.
3. Permettez-moi de vous parler aujourd'hui non seulement en qualité de Vice-Président au sein du bureau de l'UA, de Président du Conseil de Paix et de Sécurité de l'UA pour le mois d'août 2023 et Champion de l'UA pour l'Agenda Jeunesse, Paix et Sécurité, mais encore comme un ancien combattant pour la défense de la démocratie au Burundi.  
Acceptez que j'aie droit au but, car le contexte ne nous permet pas de discourir, nous allons agir conformément aux valeurs humaines africaines et aux principes que nous-mêmes avons édictés pour notre continent.
4. Considérant les positions des uns et des autres sur le dossier brûlant du Niger, la situation est préoccupante; mais elle n'est pas encore alarmante, car nous avons connu pire.

Il est impératif d'éviter qu'un autre drame se produise sur notre continent et surtout que des pêcheurs en eaux troubles se saisissent de la situation et profitent du chaos.

5. Les usages politiques traditionnels voudraient que l'on sanctionne de façon exemplaire ce genre de pratiques d'un autre âge : par un embargo, une coupure de la communication et des lignes d'approvisionnement, ou encore des interventions militaires...etc

Il faut admettre que toutes ces mesures sont contre productives et aggravent les problèmes socio-économiques qui minent le développement de l'Afrique.

Rappelons-nous que notre devoir est d'aider pour le retour de la paix.

Nous devons veiller à ne pas être parti au conflit mais parti à la solution.

6. La solution que nous voulons, c'est celle qui conduit à la paix, et on ne chercherait pas la paix en faisant la guerre. L'usage de la force est un dernier recours quand toutes les autres voies de résolution pacifique des conflits ont échoué.

L'intervention militaire ne peut se justifier que quand il s'agit de la légitime défense ou pour répondre aux cris de secours d'un peuple en face d'un danger qui viole leurs intérêts.

Il y a lieu de nous poser ces questions aujourd'hui: « a-t-on épuisé toutes les voies pacifiques pour faire recours à une intervention militaire? »

L'interventionnisme militaire ne ferait qu'attiser le feu et occasionner des pertes en vies humaines.

7. Par ailleurs, il est grand temps de revisiter le régime de sanctions de l'Union Africaine.

En effet, l'expérience nous montre que les sanctions touchent beaucoup plus les populations civiles innocentes encore aux prises aux effets de la pandémie de la covid-19 et la guerre en Ukraine que les auteurs des Putschs.

Nous pensons que s'il y'a urgence aujourd'hui, c'est de tout faire pour négocier et obtenir une solution politique et démocratique pour conjurer le spectre de la guerre.

8. Au lieu de recourir aux sanctions, qu'elles soient de nature économique, politique ou militaire, je suggère que l'on prenne la voie des solutions pacifiques des différends telles que le dialogue et la coopération.

9. Nous constatons si fort heureusement qu'il n'y pas d'affrontement entre les groupes, bien que des tensions s'observent. Une intervention militaire ne ferait que transformer les tensions en affrontement sanglant, alors que la bonne guerre c'est d'éviter la guerre ; c'est celle qu'on gagne sans perdre une vie.

Ainsi, en cas de tensions politiques ou sociales, il faut mettre avant tout un environnement favorable au dialogue pour apaiser les tensions.

10. Par ailleurs, je saisis cette occasion pour réitérer ma position, qui est commune à celle de notre organisation, en condamnant fermement tout changement anticonstitutionnel et autres violations des normes démocratiques.

Certes, les coups d'Etat doivent être bannis à jamais.

Toutefois, lorsque le coup d'Etat est consommé et que le peuple accepte de s'allier, les autorités en place sont responsables de la protection des droits de l'homme.

**Excellences,**

**Mesdames et Messieurs**

11. Permettez-moi de saisir cette opportunité pour vous partager l'expérience du Burundi en matière de résolution des conflits.

En Afrique, il n'y a pas beaucoup de pays mieux placé que le Burundi pour parler de l'expérience de guerre, mais également de négociation, de processus de paix et de réconciliation.

En effet, après l'indépendance, beaucoup de pays africains ont connu des difficultés, mais les souffrances que les Burundais ont endurées sont de loin interpellantes.

Depuis les années 1960, le Burundi a connu 8 coups d'Etat, soit en moyenne, un coup de force par 7 ans. Six (6) parmi eux ont emporté des vies humaines, des leaders.

Nous avons mis sur pied une Commission Vérité Réconciliation, et ses révélations sur le génocide perpétré en 1972 sont accablantes.

12. En 1993, au lendemain d'un coup d'Etat sanglant qui a emporté la vie du premier Président démocratiquement élu de l'histoire du Burundi, le peuple Burundais avait instamment sollicité de l'aide à la communauté internationale mais en vain.

Face à cette méfiance de la communauté internationale, le peuple Burundais n'avaient d'autres choix que de recourir à la résistance populaire contre les putschistes de l'époque.

Après 10 ans de résistance, l'accord global de cessez-le-feux a mis fin à la guerre au Burundi.

13. Tout récemment en 2015, lorsque les divergences de vues sur la constitution ont enclenché une crise politique, il a fallu, après hésitation,

que l'UA dépêche une équipe des chefs d'Etat pour venir sur le terrain se rendre compte de la situation réelle dans l'objectif d'identifier des voies et moyens de trouver une solution durable à la situation.

Pourquoi alors ne pas se servir de ce précédent en matière de résolution pacifique des conflits et se rendre au Niger rencontrer les belligérants en vue d'une solution politique et diplomatique négociée dans l'intérêt du peuple Nigérien ?

Résoudre un conflit par des moyens pacifiques n'est pas un aveu de faiblesse.

14. De plus, aurions-nous déjà oublié les mécanismes de résolution des conflits dans les communautés de nos ancêtres? Remettons-nous sous le Baobab.

Il est urgent d'établir une ligne de communication et des relations entre tous les acteurs, tout en mettant en avant les intérêts africains.

15. L'Union Africaine devrait prioriser la politique de main tendue en tendant l'oreille aux putschistes car un chat encerclé , étouffé devient un lion dangereux.

Si le régime des putschistes est complètement étouffé sans aucune fenêtre au dialogue, il n'aura d'autres choix que se radicaliser et de passer aux actes terroristes car il n'aura rien à perdre ou à sauver.

## **Excellences**

### **Mesdames et Messieurs,**

16. Si aujourd'hui les Grandes Puissances sont engagés dans un bras de fer inutiles, les pays africains ne doivent pas suivre comme des moutons.

Un proverbe africain nous dit : « ***Quand deux éléphants se battent, l'herbe en souffre*** ».

Il ne faut pas leur permettre de provoquer des dommages collatéraux sur la terre d'Afrique.

17. Je me suis toujours posé la question de savoir pourquoi il y a tant de conflits armés internes interminables en Afrique ? Si c'est à cause de la pauvreté, nous devons arrêter des stratégies pour la combattre. Mais s'il s'agit d'une main invisible qui nous manipule, alors arrêtons-nous et discutons sans faux-fuyant.

18. Chez-nous au Burundi on dit que le combat entre les criquets fait plaisir aux rapaces, càd que les rapaces attendent celui qui sera faible pour l'anéantir.

L'Afrique ne devrait donc pas se combattre, les frères ne devraient pas se battre entre eux, parce qu'ils ont un ennemi commun qui est la pauvreté; d'autant plus que ces guerres en soit sont également source de pauvreté. Comment allons-nous combattre la pauvreté alors que notre continent est déchiré par des conflits armés ?

19. S'il s'agit d'un partage inéquitable des ressources qui causent autant de conflit, nous devons faire attention car c'est anachronique. L'Afrique est très riche, nous avons des ressources naturelles les plus recherchées. Nous avons un continent vierge avec une population jeune, intelligente et laborieuse. Ce qui nous manque, c'est la paix et les technologies.

20. Aussi longtemps, qu'il y aura persistance des conflits, nous n'aurons pas le temps de raisonner et de penser à la vie des générations futures.

L'autre qui nous guette en train de nous déchirer, nous attend pour s'accaparer de nos richesses quand nous sommes distraits.

21. Attaquons-nous donc aux vraies causes des conflits et des coups d'État. Le Burundi a choisi de faire partie de la solution dans tous les conflits internes, régionaux et globaux. Il se sacrifie jour et nuit pour combattre le terrorisme et ramener la paix en Afrique.

**Excellences ,**

**Mesdames et Messieurs ,**

22. Il faut qu'on se dise la vérité, le déclenchement d'une option militaire au Niger signerait l'échec de nos efforts diplomatiques. Ne commettons donc pas l'erreur qui a été commises en Somalie ou l'on anéanti totalement l'armée somalienne, croyant qu'on anéantissait seulement le régime du Président Siad Baret. Soyons objectif et reconnaissons que dans la région du Sahel, le terrorisme qui y sévit prend origine dans la destruction totale de l'armée libyenne, un cauchemar dont l'Afrique ne s'est pas encore réveillée. De même, l'armée rwandaise et celle du Zaïre de Mobutu ont été anéanties respectivement en 1994 et 1996, causant un conflit régional que l'on n'arrive pas à juguler jusqu'ici. Nous devons donc arrêter à utiliser ce genre de solution sur notre continent, à moins que l'on veuille servir les intérêts occidentaux.

23. Si vous vous engagez dans la voie du dialogue, de la communication, de la coopération et de la diplomatie, soyez rassures du soutien du Burundi.

Personnellement, je crois que tout est possible à celui qui s'engage sur le chemin de la paix avec de bonnes intentions, et j'en suis la preuve vivante :

- J'ai été combattant résistant au coup d'état de 1993 qui a emporté les vies des leaders du Burundi suivi des massacres.
- J'ai été promu officier de l'armée nationale car dans le processus de paix j'étais parmi les leaders pour ramener la paix au Burundi, donc j'étais officier général de l'armée nationale.

- Aujourd'hui je suis Président de la République du Burundi après des élections démocratiques libres, apaisée et transparentes. Malgré la mort de mon Prédécesseur, Son Excellence Pierre NKURUNZIZA, le pouvoir m'a été transmis dans le calme.

Je pars de mon témoignage pour dire que la voie brutale d'accession au pouvoir n'est Adepas quelque chose qu'on devrait encourager en Afrique, tout comme sanctionner un peuple ne peut rien produire de bon car ce peuple innocent devient la première victime.

24. Avant de terminer, j'aimerais demander au peuple Nigérien d'œuvrer ensemble pour créer des conditions d'un système politique consensuel et d'engager des discussions inclusives, afin d'apporter une solution durable à la crise actuelle.

25. Je voudrais donc clore mon allocution en vous demandant encore une fois d'ouvrir de nouveaux vos frontières aux peuples frères africains, d'établir la communication, de renouer le dialogue, et d'écouter les raisons que le raisonnement politique traditionnel ne comprend pas.

**Je vous remercie.**